

N°330

2€30

BILLETS D'AFRIQUE

SEPT 2023



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

RACISME ET INGÉRENCE

TUNISIE / GABON / GUADELOUPE / RDC

Spectacle attendu

Après 10 ans d'enquête, deux juges d'instruction du tribunal de Paris ont finalement demandé, le 24 août, la tenue d'un procès pénal dans l'affaire du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy de 2007. Conformément aux réquisitions du Parquet national financier, 13 personnes devraient comparaître devant la justice correctionnelle, au premier rang desquelles évidemment, l'inimitable ancien président Sarkozy pour « corruption passive », « association de malfaiteurs », « recel de détournements de fonds publics libyens » et « financement illicite de campagne électorale ». Il sera accompagné par trois de ses anciens ministres, Brice Hortefeux, Claude Guéant et Éric Woerth et des deux intermédiaires sulfureux, Ziad Takieddine et Alexandre Djouhri, au coeur des deux filières de corruption présumée identifiées par les juges. « Jamais, dans l'histoire politique et judiciaire française, autant de hauts responsables publics vont se retrouver sur le banc des prévenus dans un dossier politico-financier d'une telle sensibilité : le soupçon d'une démocratie, la France, corrompue par une dictature, la Libye », commente Mediapart (25/08/2023) dont les journalistes ont les premiers révélé le scandale et mené depuis des dizaines d'enquêtes sur le sujet.

Incitation à la corruption

Début juillet, un rapport du Comité des droits de l'Homme des Nations unies dénonçait une ouverture politique en trompe l'œil de la dictature burun



Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Pauline Tétillon - Comité de rédaction R. Granvaud, O. Töbner, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noirot, E. Cailleau, M. Lopes, J. Poirson, N. Butor - Ont contribué à ce numéro F. Lasmar, M. Jendoubi, S. Quimbre - Image de couverture : Maya Mihindou : "Tant qu'on ne m'écoute pas, je n'ai plus rien à dire", série de dessins à partir de la parole de femmes exilées (Revue Ballast, 2020) - Édité par Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - Tél. (+33)9.53.14.49.74 - Web <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - Commission paritaire n°0226G87632 - Dépôt légal mars 2023 - ISSN 2115-6336 - Imprimé par Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin

daïse, destinée à normaliser les relations avec les partenaires extérieurs : « L'ouverture sur la scène internationale et régionale, initiée par le président Ndayishimiye, si elle est à saluer, ne permet pas de démontrer que la situation a changé. En dépit des discours officiels positifs et rassurants, le pays évolue dans un contexte de monopolisation du pouvoir d'État par un seul parti. (...) L'espace civique se rétrécit avec une intolérance et une répression des libertés publiques qui ont pour corollaire (...) les arrestations arbitraires d'opposants politiques, de représentants d'organisations de la société civile et le maintien d'opposants, de médias ou d'organisations de la société civile en exil », résumait le rapporteur spécial des Droits de l'Homme sur le Burundi (RFI, 08/07/2023). Une monopolisation du pouvoir qui vise évidemment à s'assurer le « contrôle des ressources » du pays. Quelques jours plus tard, le FMI annonçait renouer avec le pays et accordait un prêt au Burundi de 271 millions de dollars sur 3 ans, en vue « de soutenir les réformes économiques » libérales dans le pays le plus pauvre du monde (RFI, 19/07/2023). La manne financière doit également servir à lutter contre la corruption... Au vu de la longue expérience de l'institution financière internationale en la matière, le succès est acquis d'avance !

Indépendance variable

En plein milieu de l'été, le président français a effectué un voyage en Océanie pour expliquer « sa stratégie française pour l'Indo-Pacifique » (AFP, 27/07/2023). Comprendre les prétentions françaises à maintenir sa présence, voire la développer dans cette zone. Le président français s'est notamment rendu dans le petit État du Vanuatu, pour déplorer le passé colonial de la France et expliquer que son pays défendait désormais « la souveraineté des peuples et l'indépendance des États ». Vantant les bienfaits d'un rapprochement avec la France,

« puissance d'équilibre », il a dénoncé, sans citer explicitement la Chine, la multiplication des « ingérences » et les « nouveaux impérialismes qui apparaissent ». La veille, en Kanaky-Nouvelle Calédonie, il avait à l'inverse fait la leçon aux indépendantistes qui avaient boycotté le dernier référendum organisé en période d'épidémie du coronavirus, et les avaient enjoint d'avoir « la grandeur d'accepter » les résultats du scrutin contesté où le non à l'indépendance l'avait emporté avec... 96,5 % des voix. Se déclarant « personnellement blessé » de les voir décliner son invitation à l'écouter pérorer, Macron les a mis en garde contre le choix du « séparatisme » qui serait porteur de « risque de la violence ». Et d'ironiser : « Si l'indépendance, c'est de choisir, demain, d'avoir une base chinoise ici, bon courage, ça ne s'appelle pas l'indépendance ! ». Message transmis à tous les pays dans lesquels la France s'acharne à conserver une base militaire...

Bon immigré

Qui a dit que la France n'était plus un pays d'accueil ? A deux reprises, elle a chaleureusement accueilli un proche de l'ancien dictateur Blaise Compaoré, Djibrill Bassolé, condamné par la justice burkinabè à 10 ans de prison pour son rôle dans la tentative de putsch de septembre 2015, dénonce le Réseau Justice pour Sankara (10/07/2023). « Une première fois dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 26 mai 2023, à l'occasion de la célébration du centenaire de l'Académie des sciences d'outre-mer, et une deuxième fois, le 22 juin 2023, à l'Assemblée nationale, à l'invitation de Madame Michèle Tabarot et Monsieur Bruno Fuchs, co-rapporteurs de la mission d'information sur les relations entre l'Afrique et la France ». Après une évacuation sanitaire en France, Bassolé s'est bien gardé de rentrer au Burkina pour purger sa peine. « C'est donc un condamné en fuite que la France accueille sans état d'âme... Et pour parler de paix ! »

Lorsque le président nigérien Bazoum a été déposé par le général Tchiani, le chef de la garde présidentielle, le 26 juillet dernier, la France, craignant de perdre son plus fidèle allié dans la région, est immédiatement montée au créneau, condamnant le putsch et convoquant ostensiblement un conseil de Défense à l'Élysée. Le journal *Le Monde* a depuis confirmé qu'une opération militaire française visant à rétablir le président déchu dans ses fonctions a été sérieusement envisagée dans les premières heures. Le 30 juillet, après que des manifestant·e·s s'en soient pris à l'ambassade de France, Macron a menacé de « répliquer de manière immédiate et intraitable » en cas d'« attaque contre la France et ses intérêts », faisant immédiatement monter d'un cran la colère populaire et renforçant le soutien des Nigérien·ne·s aux putschistes. La France a aussi ouvertement poussé les pays de la CEDEAO à adopter les positions les plus dures, se félicitant des sanctions économiques pénalisant la population, et apportant son soutien aux menaces d'intervention militaire. Les militaires nigériens ont dénoncé les accords militaires liant le Niger et la France, ce qui revient à exiger le départ des 1500 militaires français qui restaient discrètement présents au Niger après la clôture de l'opération Barkhane. Une demande immédiatement rejetée par l'Élysée, au motif qu'on ne reconnaît pas les nouvelles autorités. Le même argument a été avancé pour refuser le départ de l'ambassadeur de France au Niger, sommé de quitter le pays. Une position évidemment intenable dans la durée. A l'occasion de son discours aux ambassadeurs du 28 août, Macron a même fait plus que persister. À son habitude, il n'a pu se retenir de se poser en donneur de leçons, ajoutant même l'injure (« on vit chez les fous ») à la menace. Alors qu'un nouveau conflit

ne pourrait qu'embraser une région déjà meurtrie par de nombreux groupes armés, Macron a réaffirmé que la France soutenait « l'action diplomatique, et quand elle le décidera militaire, de la CEDEAO », et a appelé « tous les États de la région à avoir une politique responsable », le soutien à une solution militaire semblant s'étioler. Dans le même temps, il a déploré les voix qui, « de Washington en passant par d'autres capitales européennes », appellent la France à la prudence. Les États-Unis, mais également l'Allemagne et l'Italie se sont démarqués de l'intransigeance de la diplomatie française, qui se retrouve de plus en plus isolée. Les Américains ont en effet fait savoir qu'ils n'avaient pas investi pour rien plusieurs centaines de millions de

dollars dans leur base militaire, et les Européens s'inquiètent de voir le Niger abandonner son rôle de sous-traitant pour la répression des migrants. Ironie de l'histoire, les partenaires de la France, voyant bien les effets contre-productifs de l'arrogance française, pourraient bien négocier leur maintien au

détriment de la présence militaire française, pour peu que les nouvelles autorités nigériennes gardent leurs distances avec Moscou. Ces événements illustrent, une nouvelle fois, l'obstination des responsables français à préserver à tout prix une présence militaire que l'on a vue rejetée par des dizaines de milliers de Nigérien·ne·s dans la rue, mais également leur incapacité à tirer les leçons des échecs passés. Quelques voix s'élèvent en France pour s'en inquiéter, mais surtout pour appeler les autorités à exercer un soft power plus discret. Il est au contraire urgent d'imposer dans le débat public le retrait de tous les militaires français d'Afrique et la fin de toute ingérence.

Raphaël Granvaud

FRANCE GO HOME !

Sommaire

- | | | | |
|---|---|----|--|
| 2 | BRÈVES | 9 | RÉPRESSION COLONIALE |
| 3 | ÉDITO | | Guadeloupe Mai 1967 |
| 4 | MÉMORANDUM UE-TUNISIE | 10 | NÉGATIONNISME EN RDC |
| | Petits arrangements entre amis racistes | | Dissection du dernier livre de Charles Onana |
| 7 | GABON Entretien avec Régis Esono | 12 | MACRONERIES |

MÉMORANDUM UE-TUNISIE

PETITS ARRANGEMENTS ENTRE AMIS RACISTES

En parlant d'« un plan criminel préparé depuis le début du siècle (...) pour réduire la Tunisie à sa dimension africaine et la dépouiller de son appartenance arabe et islamique »¹, le président tunisien aurait-il adhéré à la théorie du grand remplacement ? Avec ses dérapages racistes, Kais Saïed a en tout cas permis un rapprochement entre la Tunisie et l'Italie de Giorgia Meloni, sous l'égide d'une Union Européenne obsédée par le rejet des migrants et ses intérêts néocoloniaux.

C'est dans ce contexte qu'a été rédigé un « *Mémorandum d'entente sur un partenariat stratégique et global entre l'Union européenne et la Tunisie* »². Ce texte flou n'est qu'une déclaration de principe que devront concrétiser d'autres accords bilatéraux, comme le rappelle Hatem Nafti (Nawaat.org, 20/07). L'Europe veut s'assurer la loyauté de l'État tunisien dans le contrôle des frontières : avec le Mémorandum, l'UE prête 105 millions d'euros à la Tunisie pour que sa police intercepte plus de migrants en Méditerranée. Ce premier prêt doit s'assortir de plusieurs autres censés « soutenir » l'économie de la Tunisie. Ces sommes « providentielles » sont promises alors que la Tunisie subit une crise économique qui ne fait que s'aggraver, et dans laquelle l'État a toujours besoin de plus de crédits pour combler son budget ou pour payer ses fonctionnaires. Il est d'ailleurs indispensable de comprendre que cette crise tunisienne, auquel est censé répondre ce Mémorandum, est largement le résultat des politiques libérales imposées par l'Europe et les institutions financières internationales depuis des décennies ; des politiques qui ont pourtant démontré qu'elles ne font qu'entretenir le sous-développement partout où elles sont mises en œuvre...La stigmatisation par Saïed des migrants noirs en Tunisie est le signe d'une dérive populiste désespérée de l'État tunisien et de ses élites, confrontés à un marasme économique qui les menace plus que jamais. Les Noirs en Tunisie, qui forment parfois de très

anciennes communautés, se trouvent à l'intersection de toutes les oppressions, racisme, classisme et sexisme. Comme le rappelle la chercheuse et militante Maha Abdelhamid, les femmes noires sont souvent cantonnées depuis des siècles aux métiers les plus durs (rfti.fr, 24/01/2021). Les derniers arrivés, qui ne parlent pas l'arabe tunisien ou ne sont parfois pas musulmans, subissent d'autant plus le racisme institutionnel. S'ils sont désignés aujourd'hui comme des boucs émissaires, Frantz Fanon avait déjà vu à Tunis, il y a plus d'un demi-siècle, que les bourgeoisies nationales d'Afrique du nord avaient été pourries par la négrophobie européenne pendant la colonisation (voir encadré). Pendant ce temps, les multinationales européennes bénéficient en toute discrétion d'avantages qui font souvent ressembler la Tunisie à un paradis fiscal. Mais pour le pouvoir en place, les avantages de ces multinationales, « ce n'est pas de la corruption, ni des privilèges, c'est le bon cadre pour accueillir les investissements étrangers et créer des emplois pour un petit pays comme la Tunisie, c'est le même discours officiel qu'on entend depuis des décennies. Et même quand il y a des affaires de corruption qui touchent des multinationales, on n'en parle jamais »³. Si Saïed a refusé provisoirement les dernières demandes du FMI, et notamment la fermeture de la caisse de compensation et des subventions sur le pain⁴, « il s'agit pour le pouvoir actuel d'attendre 2024, car en théorie il y aura des

élections présidentielles. Si on élimine la caisse de compensation aujourd'hui, cela risque d'entamer fortement la popularité du Président. Ce n'est pas un refus catégorique, mais plutôt une temporisation pour ne pas subir les conséquences politiques d'une suppression de cette subvention qui limite le prix du pain et des farines. Le pouvoir actuel attend donc le moment où il pourra faire passer les réformes libérales avec le minimum de risques de contestations sociales de la part de l'UGTT ou de certains partis politiques. »³ Nabil Ammar, le ministre des Affaires étrangères, a même déclaré qu'un accord avec le FMI est possible à terme « à l'intérieur des lignes rouges fixées par la Tunisie » (France 24, 30/05/2022). Malgré les discours de Saïed, teintés parfois d'anti-colonialisme, le pouvoir continue de favoriser les multinationales et d'adopter les réformes néolibérales voulues par la doxa du FMI et de l'UE : dévaluation du dinar, privatisation des entreprises publiques, baisse des subventions, du nombre de fonctionnaires, des investissements publics, de la fiscalité des entreprises... (Inkyfada.com, 08/02).

Des pouvoirs autoritaires et racistes sur le devant de la scène

Derrière le vocabulaire théorique du Mémorandum, et son pseudo appel au respect des « droits humains » qui ne trompe personne, l'UE prolonge son externalisation meurtrière des frontières et traite avec un

1 Cité notamment par Thierry Brésillon, *Le Monde diplomatique*, 02/2023. www.monde-diplomatique.fr/2023/05/BRESILLON/65766

2 ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3887

3 Entretien avec Mustapha Jouili, *Survie*, 07/2023. Voir aussi : « Imperialism and Neoliberal Redeployment in Post-uprising Tunisia », *Revue Middle East Critique*, avril 2023 : doi.org/10.1080/19436149.2023.2199484

4 La France a aussi promis 250 millions à la même condition en mars dernier : www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/16128951-la-france-dispos%C3%A9

pouvoir tunisien responsable d'un racisme institutionnalisé et du retour d'un système autoritaire, comme l'ont dénoncé des associations (ftdes.net, 20/07) et 379 chercheur-euse-s et activistes (Mediapart, 14/08) du Sud et du Nord de la Méditerranée. Les violences à l'égard des personnes noires en Tunisie, qui ont explosé depuis plusieurs mois à la suite des discours de Saïed, et que les vidéos sur les réseaux sociaux ne recourent que partiellement, sont bien connues des dirigeants européens. Dans les jours précédant la signature du Mémorandum, la police tunisienne commençait sa politique d'expulsion de migrants noirs, ou de personnes identifiées comme telles, dans les déserts libyens et algériens, sans eau ni vivres. Ce que l'Europe fait dans la mer depuis des années (26 000 morts selon l'Organisation Internationale des Migrations depuis 2014, des chiffres encore une fois « officiels »), la Tunisie se met à le faire dans le désert. De plus, des milliers d'autres personnes noires s'enfuient en urgence de Tunisie par la mer sur des embarcations de fortune pour rejoindre l'Europe. Vingt décès ont été confirmés, mais il est impossible de tous les comptabiliser. La coopération UE-Tunisie n'a été que renforcée par ces crimes, sous l'impulsion de la « techno-fasciste » italienne Giorgia Meloni. Celle-ci a modifié la loi italienne qui criminalise désormais le sauvetage en mer et force les bateaux à « laisser les gens se noyer » (msf.fr, 09/01). Mais début juin 2023, c'est bien elle qui avait initié les négociations pour l'UE en vue du Memorandum. Elle a été accueillie en Tunisie sur tapis rouge, avec bouquets de fleurs, et pour cause : c'était la première dirigeante à se rendre dans le pays depuis le coup d'Etat du 25 juillet 2021, que les autres responsables européens semblaient considérer avec gêne. Le Mémorandum a été signé le 16 juillet à Tunis entre Kaïs Saïed, Ursula Von Der Leyden, présidente de la commission européenne, Mark Rutte, premier ministre hollandais et,

bien sûr, Giorgia Meloni. L'absence d'un représentant français peut étonner. Elle est peut-être à relier à la crise diplomatique entre la France et l'Italie provoquée par Gérald Darmanin qui déclarait en mai dernier l'Italie « incapable de gérer la pression migratoire » (Libération, 17/05). C'est une gifle symbolique pour la France, doublée dans un bastion de la Françafrique par une Italie menée par une dirigeante d'extrême droite.



Maya Mihindou - "La marche des géants", série conçue pour "Osons la fraternité", ouvrage coordonné par Patrick Chamoiseau (ed. Philippe Rey)

Économie, ressources naturelles, migration : un Mémorandum néocolonial

Le Mémorandum n'est que la continuité de l'imposition à la Tunisie de politiques économiques et migratoires⁵. Il s'agit pour les Européens de s'assurer que la Tunisie reste dans le droit chemin du contrôle migratoire, de l'austérité, de l'ouverture aux entreprises étrangères et de l'accès aux ressources naturelles. Il y a 5 « parties » dans le Mémorandum. En échange d'un appui budgétaire immédiat¹, il est prévu d'établir

des discussions plus approfondies sur le commerce et l'investissement², de dynamiser la coopération dans le domaine énergétique³, d'initier l'élargissement du programme Erasmus à la Tunisie⁴ et surtout d'accentuer la répression tunisienne contre les migrants grâce à l'appui européen de 105 millions d'euros⁵. Avec les 100 millions d'euros de soutien au budget tunisien en 2023, l'UE « accompagnera les réformes » (*Mémorandum d'entente*, p.1).

Ces réformes devront donc coller au cadre de pensée libéral européen. Une enveloppe supplémentaire de 900 millions a aussi été promise, mais seulement en cas d'accord avec le Fonds Monétaire International (FMI)⁶. Un accord avec le FMI ne ferait que repousser les problèmes économiques de la Tunisie, comme l'ont fait les trois autres accords conclus depuis 2013. Ils plongent le pays dans une dépendance au commerce extérieur et aux investissements étrangers, en faisant baisser le pouvoir d'achat des Tunisiens, donc la consommation intérieure, à travers les hausses de taxes, la libéralisation des prix et la diminution des services publics. En termes de commerce et d'investissement, il s'agit de « renforcer la modernisation du cadre des relations commerciales et d'investissement entre l'Union européenne et la Tunisie afin d'améliorer les conditions d'accès au marché » (*Mémorandum d'entente*, p.1), donc de garantir l'accès au marché tunisien et à sa main d'œuvre peu chère et qualifiée. Cependant, les détails restent très flous, en dehors du fait que l'Europe semble vouloir vendre de la connexion haut-débit en Afrique à travers la Tunisie⁷. C'est la continuité des négociations tenues dans les années 2010 sur le projet d'Accord de Libre Échange Complet et Approfondi (ALECA), accord aux dimensions multiples qui visait notamment à garantir l'installation libre des entreprises européennes en Tunisie, à libéraliser le secteur agricole, les marchés publics et à imposer les normes

5 Voir par exemple Bonnefoy et Jonville « Libérer les échanges sans échanger les libertés », FTDES, 2018 ftdes.net/ue-tunisie/

6 En 1984, une révolte avait éclaté suite à l'annonce de l'augmentation du prix du pain pour répondre, déjà, aux exigences du FMI. Ces « émeutes du pain » restent un événement majeur de résistance populaire en Tunisie. Elles avaient été réprimées dans le sang par le Président Bourguiba et mèneront Ben Ali à la tête de la Sécurité nationale.

7 « Le projet du câble numérique sous-marin (MEDUSA) pourrait être une opportunité qui permettrait à la Tunisie de bénéficier d'une connexion à haut débit. D'autres opportunités pourraient être soutenues par des programmes sur mesure, compte tenu du rôle possible de la Tunisie en tant que plaque tournante pour fournir une connectivité internet à d'autres parties du continent africain » (*Mémorandum d'entente*, p.2)

8 Voir « De quoi l'ALECA est-il le nom », Survie, mai 2019 <https://survie.org/billets-d-afrique/2019/286-mai-2019/article/tunisie-de-quoi-l-aleca-est-il-le-nom>

européennes⁸. Si ce projet est en sommeil depuis 2019, des parties de son programme ont quand même été imposées par l'Europe et le FMI, comme le rappelle l'économiste Maha Ben Gadha (Researchmedia.org, 02/09/2019). Le troisième point, sur la « transition énergétique », est essentiel pour les intérêts coloniaux européens. Il s'agit de « permettre à la Tunisie d'exporter de l'énergie renouvelable et d'autres produits vers l'UE » (*Mémoire d'entente*, p.2). La hausse des prix de l'énergie ces derniers mois a accentué le besoin de s'accaparer les ressources tunisiennes en énergie solaire. Dès les années 2010, les européens rêvaient de disposer de grandes centrales solaires dans le Sahara, dont l'énergie serait acheminée vers l'Italie via un câble sous-marin du nom de « ElMed ». Plusieurs projets ont déjà été lancés avec l'objectif d'exporter l'électricité vers l'Europe (inkyfada.com, 11/11/2022), alors que la Tunisie reste dépendante des énergies fossiles et du gaz algérien : la part d'énergie renouvelable est bien inférieure à 10 %. Les opérateurs des centrales sont des entreprises privées

étrangères et les ressources produites ne seront pas ou peu destinées à la consommation locale. C'est une nouvelle page qui s'écrit dans l'histoire de l'accaparement des ressources naturelles tunisiennes (agriculture d'export, sel, phosphate...). Enfin, rien de nouveau dans le domaine migratoire. L'extension du programme Erasmus à la Tunisie n'est qu'un cadeau empoisonné qui risque d'aggraver la fuite des diplômés. L'Europe fournit surtout de nouveaux financements pour empêcher les personnes en migration, tunisiennes ou venant d'autres pays, d'atteindre ses rives. Une fois de plus, l'Europe néocoloniale coopère avec une bourgeoisie nationale raciste. Elle permet aux privilégiés de venir sur son sol, et elle rejette violemment celles et ceux qu'elle considère indésirables. Le Mémoire ne change pas grand-chose à la coopération entre l'UE et la Tunisie. Mais il indique de nombreuses tendances de fond. Côté tunisien, Saïed veut marquer qu'il peut obtenir du soutien extérieur sans accepter les conditions du FMI. Il marque sa proximité avec le pouvoir fasciste italien.

Ainsi, il accepte la position dépendante de son pays et révèle qui seront ses partenaires, la France brillant par son absence. Les institutions européennes n'ont pas de problème à laisser Meloni mener des négociations internationales. L'accent est mis sur la répression migratoire, en toute acceptation du discours raciste des États italien et tunisien et des exactions de leurs forces de sécurité. Les privilèges néocoloniaux perdurent avec le maintien de l'accaparement des ressources naturelles et des conditions préférentielles pour les multinationales. Au-delà des apparences, le pouvoir de Saïed perpétue un système néocolonial corrompu qui bénéficie à sa bourgeoisie nationale, accepte les réformes néolibérales et joue le gendarme de l'Europe.

Feriel Lasmar,
Makram Jendoubi

Une version longue de cet article est publiée sur le site de l'association Survie.

DÉCULTURATION ET ASSERVISSEMENT

« On divise l'Afrique en une partie blanche et une partie noire. Ici, on affirme que l'Afrique blanche a une tradition de culture millénaire, qu'elle est méditerranéenne, qu'elle prolonge l'Europe, qu'elle participe de la culture gréco-latine. On regarde l'Afrique noire comme une région inerte, brutale, non civilisée... sauvage. (...) La bourgeoisie nationale qui a assimilé jusqu'aux racines les plus pourries de la pensée colonialiste, prend le relais des Européens et installe sur le continent une philosophie raciste terriblement préjudiciable pour l'avenir de l'Afrique. Aussi n'est-il pas étonnant, dans un pays qui se dit africain, d'entendre des réflexions rien moins que racistes et de constater l'existence de comportements paternalistes qui laissent l'impression amère qu'on se trouve à Paris, à Bruxelles ou à Londres. »

Frantz Fanon – *Les Damnés de la Terre* (1961) p.155, partie III « Mésaventures de la conscience nationale »

A la fin des années 50, le psychiatre Martiniquais Frantz Fanon vit à Tunis où il est rédacteur pour le journal en exil du Front de libération national algérien (FLN), *el Moudjabid*, puis membre du GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne), et il échappe à plusieurs attentats. Ce statut lui permet de rencontrer les élites africaines de son époque. Grâce à son métier, il est aussi en contact avec les colonisés les plus pauvres et des combattants qui reviennent du front. De 1957 à 1961, il se trouve à l'hôpital de la Manouba puis à l'hôpital Charles Nicolle, avec ses assistant-es Alice Cherki et Charles Geromini, et avec le soutien du ministre de la santé Ahmed Ben Bella. C'est là qu'il va faire le plus gros de ses recherches pratiques sur les conséquences psychologiques du colonialisme et en tirer d'importants écrits. En Algérie, où l'État français ne le soutenait plus, il avait fini par se faire expulser.. Fin 1961, Fanon qui se sait mourant dicte dans l'urgence à sa secrétaire *Les Damnés de la terre*.

L'ouvrage synthétise ses observations dans les mouvements de libération nationale auxquels il vient de prendre une part active et déterminante. Relire *les Damnés de la terre* en 2023, à l'heure des émeutes négrophobes en Tunisie, nous éclaire sur les origines de ce racisme que les bourgeoisies nationales d'Afrique du nord ont hérité du colonisateur. Comme Fanon l'avait déjà bien compris, les nouvelles classes dominantes africaines n'ont pas de rôle économique majeur, elles ne servent que « d'intermédiaire » politique à la mise en œuvre de l'économie néo-coloniale. Au Maghreb, leur rôle comprend désormais le contrôle des frontières. Il ne faut donc ni minimiser leurs agissements, ni les tenir pour seules responsables, mais comprendre leurs discours et ses conséquences dans ce contexte bien particulier où : « L'entreprise de déculturation se trouve être le négatif d'un plus gigantesque travail d'asservissement économique(...)» (Frantz Fanon, *Racisme et culture*, Congrès des écrivains et artistes noirs, 19/09/1956)

GABON

COUP D'ETAT CONTRE BONGO MAIS PAS CONTRE LA FRANCE

ENTRETIEN

Après deux « coups d'État électoraux » commis par Ali Bongo en 2009 et 2016, les militaires gabonais, notamment la garde républicaine, ont pris le pouvoir le 30 août dernier, juste après l'annonce de résultats bidonnés de l'élection présidentielle le donnant gagnant. Les Gabonais sortent de 56 ans de 'règne' de la famille Bongo mais les militaires putschistes ont garanti que les intérêts français ne seraient pas menacés. Analyse par Régis Essono, adhérent de Survie et militant actif de la diaspora gabonaise.

Peux-tu présenter ton activité liée à la situation politique au Gabon ?

En 2009, Omar Bongo, après 42 ans de règne, meurt et lors de l'élection présidentielle anticipée qui suit, c'est son fils qui gagne de manière frauduleuse et en se livrant à une répression sanglante et meurtrière. A partir de là, pour moi, il n'y avait pas d'autre choix que de m'engager dans la lutte pour une véritable démocratie au Gabon. En 2009, on ne s'attendait pas à ce que la répression du pouvoir soit aussi brutale et meurtrière, mais, malheureusement, on pouvait s'attendre au soutien de la France et, effectivement, elle a soutenu le pouvoir, en reconnaissant la victoire d'Ali Bongo et en ne dénonçant pas cette répression. Pire, la France, notamment via ses médias, a accompagné le discours du nouveau pouvoir en minimisant les répressions. Une bonne partie des Gabonais a essayé d'y croire quand même. Il est vrai que le début du septennat commence avec des annonces qui ont pu en tromper beaucoup. Mais assez vite, il ne faisait aucun doute que l'on était bien dans la continuation du régime précédent, voire même en pire. Puis, il y a eu l'élection présidentielle de 2016. On retrouve le scénario de 2009 en pire : fraude, répression sanglante et meurtrière avec comme point d'orgue l'attaque du QG de Jean Ping, le réel vainqueur de l'élection, attaque durant laquelle les forces de l'ordre ont tué des dizaines de Gabonais. Cela a été un véritable traumatisme. Pour les Gabonais, 2016 n'a jamais été soldée.

Tu expliques qu'il faut revenir à l'élection de 2016 pour comprendre ce qui vient de se passer : il semble qu'il y avait une fébrilité du pouvoir, et que le Gabon restait isolé au niveau internatio-

nal...

En 2016, Jean Ping a réussi à coaliser, in extremis, autour de lui les principaux responsables de l'opposition, et les Gabonais avaient gagné en expérience depuis 2009 en matière de contrôle des élections. Le régime a été tellement pris de court qu'il a été obligé de se livrer à des fraudes grossières constatées par les observateurs internationaux notamment de l'UE : dès lors que cette mission a montré qu'elle comptait mener sa mission réellement, elle a été mise sous pression par le pouvoir. L'UE a dénoncé cette situation et a voté deux résolutions au Parlement européen sur la situation au Gabon. Par la suite, il y a eu un isolement diplomatique d'Ali Bongo qui n'est pas sorti du Gabon pendant un an. Celui qui le remet en selle, c'est le président français, à partir de 2017, notamment quand E. Macron l'a invité au One Planet Summit, le sommet pour le climat qu'il a organisé à Paris, au prétexte qu'Ali Bongo - qui avait compris depuis plusieurs années le profit diplomatique qu'il pouvait tirer des questions environnementales - dirigeait un groupe de l'Union africaine dédié aux enjeux climatiques. Il a réitéré l'invitation à plusieurs autres sommets organisés par la France. En mars dernier, c'est le comble : cette fois, c'est Emmanuel Macron qui s'est déplacé au Gabon en prenant le prétexte du One Forest Summit. Dès l'annonce de ce sommet, co-organisé par le Gabon et la France, la société civile gabonaise a alerté et enjoint M. Macron à ne pas y participer. Elle lui a adressé un courrier lui expliquant l'inopportunité de sa présence au vu de la situation sociale et politique extrêmement tendue du pays et du contexte pré-électoral : la présence de M. Macron pouvait être interprétée comme un soutien à Ali Bongo et alimenter un

ressentiment contre la France. Malgré cela, M. Macron est venu et il s'est passé ce à quoi tout le monde s'attendait : cela a été un moment de communication formidable pour M. Bongo. Selon ma lecture, Ali Bongo a tiré, à sa manière, les leçons de 2016. Cette année-là, son camp, pensant avoir suffisamment bien préparé sa réélection, s'est livré à une opération d'apparente transparence en invitant diverses missions d'observation électorale, dont celle de l'UE. Cette transparence électorale s'étant retournée contre eux en 2016, elle a été complètement ignorée en 2023. Et toute une série de mesures à des fins de fraude ont été prises. Premier étage de la fusée dès le mois de mars : révision constitutionnelle dont la mesure phare est l'adoption de l'élection à un tour. Deuxième étage en juin : annonce que ce seront des élections générales - présidentielle, législatives et locales. Troisième étage : mi-juillet, 6 semaines avant les élections, révision substantielle du code électoral avec diverses dispositions dont le seul objectif est de rendre impossible une victoire de l'opposition. Désormais, il ne peut y avoir par bureau de vote que deux représentants pour l'ensemble de l'opposition, deux pour la majorité et un pour les indépendants, quel que soit le nombre de candidats ! Cela complique la collecte des PV, et donc le contrôle des résultats, par l'opposition. Le dispositif le plus contesté est celui du bulletin unique, rebaptisé par les Gabonais « bulletin inique », qui lie élections présidentielle et législatives : quand on vote pour le candidat d'un parti dans l'une de ces deux élections, on vote automatiquement pour le représentant de ce parti dans l'autre élection. L'objectif est d'empêcher l'opposition de mettre en place des ententes électorales. A la surprise du pouvoir, la coalition des principaux candidats de

l'opposition trouve une parade en décidant de sacrifier les législatives et en désignant un candidat unique pour la présidentielle en la personne d'Albert Ondo Ossa.

Pris de court par cette parade inattendue de l'opposition, le pouvoir multiplie alors les manœuvres frauduleuses. Ainsi, quelques jours avant l'élection, de nombreux bureaux de vote sont supprimés à l'étranger ; des personnes sont radiées des listes de manière inexplicable ; on crée un désordre dans la logistique pour décourager les personnes d'aller voter. Le jour de l'élection, des bureaux de vote sont ouverts avec jusqu'à 5 ou 6 heures de retard, et dans nombre d'entre eux, les bulletins de vote du candidat de l'opposition sont manquants, etc. Parallèlement, diverses mesures sont prises pour assurer une absence de transparence électorale : refus de missions d'observation électorale, refus d'accréditations des journalistes étrangers... Cerise sur le gâteau : le jour de l'élection, le régime annonce la fermeture des frontières, la suspension de médias français (RFI, France 24, TV5 Monde) et la coupure d'Internet. Il instaure également un couvre-feu. Tout cela entretient une certaine psychose. Le but était de mettre le pays sous cloche. La seule et unique issue évidente de tout cela était qu'on allait annoncer une victoire d'Ali Bongo. Ils ont pris 4 jours pour l'annonce des résultats... le temps d'organiser la fraude. Ils annoncent leurs résultats en pleine nuit entre 4h et 5h du matin le 30 août. Quelques minutes plus tard, les militaires entrent en action pour annoncer leur prise de pouvoir ainsi que l'annulation des élections et la suspension des principales institutions.

Là, c'est la liesse, après tant d'années, j'imagine ? Quel regard tu as porté sur ces événements ?

Bien sûr, beaucoup de joie mais aussi d'interrogations : quelles sont les intentions réelles des militaires ? Est-ce un vrai coup d'État ou une révolution de palais entre des clans de la famille Bongo ? Il y a aussi le profil des putschistes : leur chef est apparenté à Ali Bongo et a été l'aide de camp d'Omar Bongo, et il dirige la Garde républicaine, qui est coupable de nombreuses exactions et répressions contre les Gabonais. J'ai été interpellé par un point : durant les premiers jours, à aucun moment les putschistes n'ont mentionné dans leurs déclarations publiques l'opposition politique, à commencer par celui qui venait de remporter l'élection

présidentielle. Les militaires ont rapidement organisé beaucoup de rencontres, au pas de charge, avec des représentants de divers pans du pays : patronat, religieux, diaspora, partis politiques et, en bout de course, des membres de la plateforme qui a soutenu Albert Ondo Ossa. Cinq jours après le coup d'État, le chef des putschistes, Brice Oligui Nguema, a prêté serment pour devenir officiellement président de la transition. On est dans une séquence où rien n'est stabilisé et où la suite de ce coup d'État peut encore s'écrire dans un sens ou dans l'autre.

Quant au rôle de la France, comment analyses-tu la situation, est-ce qu'il y a eu un lâchage juste avant, quelle posture a-t-elle ?

Une question s'est posée tout de suite : est-ce que la France est derrière ce coup d'État ? Je ne le crois pas, même si elle ne pouvait ignorer que quelque chose se tramait, ne serait-ce que parce que depuis l'indépendance, elle encadre la Garde républicaine et que, régulièrement, les « éléments des forces françaises au Gabon » font des exercices avec les militaires gabonais. Mais quel aurait été son intérêt ? D'accord, ses relations avec Ali Bongo et son entourage sont difficiles mais les intérêts français sont globalement préservés. De plus, aucun des principaux candidats de l'opposition ne présentait une menace pour la France. On pourrait rétorquer que les Français voulaient se débarrasser d'Ali Bongo parce que c'était le maillon faible. Mais de quel point de vue ? Même si ce dernier et son clan détournent à leur profit une part substantielle des richesses du pays, ils ne gênent pas les entreprises françaises. Puis, si la France avait préparé un coup d'État contre Ali Bongo, elle aurait certainement préparé le terrain avant, notamment au niveau médiatique, comme cela avait été fait pour Gbagbo. Là, il n'y a rien eu. En fait, tout le monde s'attendait à une répétition du scénario de 2009 et 2016. Maintenant, on ne peut pas dire que la France est innocente dans l'histoire. Si l'on compare avec le Niger, les relations ne sont pas les mêmes : dans le cas du Niger, nous avons droit à des cris d'orfraie pour « protéger la démocratie » alors que dans le cas du Gabon elle n'a quasiment rien dit et je pense qu'elle-même ne savait pas forcément comment réagir car le coup d'État crée une situation d'incertitude qui n'est jamais agréable pour la bonne marche des affaires. Je constate que la première réaction de la France, via Mme Colonna, était une phrase bateau du type «

nous suivons de près la situation avec préoccupation ». Ironie, il a fallu attendre que la Chine, peu connue pour sa défense acharnée de la démocratie, appelle à un retour à l'ordre constitutionnel pour que la France se décide à condamner, assez mollement, le coup d'État par la voix d'Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement. J'y ai vu le signe d'un acteur qui ne sentait pas ses intérêts fondamentalement menacés.

Il y a eu une couverture médiatique à minima sur ces élections, le changement constitutionnel en amont, etc.

Du point de vue français, il y avait un désintérêt médiatique manifeste qui peut interroger : seuls ses médias publics internationaux (France 24, RFI, TV5 Monde) en ont plus ou moins parlé. Du point de vue des autorités gabonaises, c'était voulu, comme je l'ai expliqué à propos de la volonté d'avoir le moins de transparence possible. On en a surtout parlé parce qu'il y a eu le coup d'État et à cause du contexte du Niger et de la thématique de l'épidémie des putschs. L'Afrique centrale, on y fait moins attention et le Gabon n'est plus le partenaire qu'il était à l'époque d'Omar Bongo. Surtout, les putschistes ont très vite rassuré sur le fait que tous les engagements du Gabon seraient respectés. Africa intelligence a révélé que dès les premières heures suivant le putsch, les militaires ont eu un entretien avec les Français pour les rassurer quant au fait que le coup d'État n'est motivé que par des questions internes mais ne remettait pas en question leurs intérêts. Au niveau des élites gabonaises, il n'y a pas vraiment de sentiment antifrançais. Il y a même une forte proximité. Par contre au niveau de la population, il peut y avoir un fort ressentiment vis-à-vis de la politique française (et non des populations françaises). Pour l'instant, ceci est occulté parce que la joie de ne plus voir Bongo fait que la France passe au second plan. Mais ça peut vite revenir. Quand, le 1er septembre, Sébastien Lecornu a annoncé la suspension de la coopération militaire avec le Gabon, la réaction de nombreux Gabonais a été de demander d'aller plus loin avec la fermeture définitive de la base militaire française et le départ des soldats : il y a une présence militaire française ininterrompue depuis l'indépendance et les Gabonais estiment qu'elle ne leur a jamais apporté quoi que ce soit de bon, bien au contraire !

Propos recueillis par Juliette Poirson

RÉPRESSION COLONIALE GUADELOUPE MAI 1967

En mai 1967, en Guadeloupe, un mouvement de grève est réprimé dans le sang par les forces de l'ordre françaises. Bilan officiel : huit morts en trois jours. Et un long travail d'effacement mémoriel.

Des travaux ont été produits, bien sûr, mais ils restent largement confidentiels aujourd'hui encore. Il faut attendre 2014 pour qu'une commission officielle soit nommée, présidée par l'historien Benjamin Stora, pour travailler sur ces événements. Le rapport de la commission est implacable : « massacre ». Le mot est posé. Remise en cause du nombre officiel de morts, largement sous-estimé, et toujours inconnu à ce jour ; volonté délibérée établie de tuer de la part de l'État français. Mais de reconnaissance officielle, toujours pas. Le livre *Guadeloupe, mai 67, massacrer et laisser mourir*, publié aux éditions Libertalia, sous la direction d'Elsa Dorlin, revient enfin sur ce scandale d'État. En un remarquable travail de regards croisés : celui de l'historien Jean-Pierre Sauton, du sociologue Mathieu Rigouste et de la philosophe Elsa Dorlin, se répondant les un·es aux autres. Ce court essai vient éclairer les faits : en moins de deux cents pages, c'est un système de gouvernance coloniale qui se fait jour.

Gouvernance coloniale

Il revient à l'historien Jean-Pierre Sauton de présenter les événements, et le contexte structurel que Sauton analyse triple : une grave crise sociale qui traverse les années 60, une montée de l'autonomisme sous l'influence du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe), dont Pierre Sauton, son père, était l'un des membres fondateurs et dirigeants, et « le pouvoir colonial lui-même » qui, suite à la départementalisation, se croit à l'abri de toute revendication. Deux « étincelles » accélèrent les choses : l'ouragan Inez en 1966 qui laisse l'île exsangue, et surtout l'agression raciste d'un travailleur noir handicapé par un blanc fortuné, protégé par la Police. Des affrontements éclatent après cette agression. Ils sont analysés par le pouvoir sous le prisme de l'anticommunisme, de la figure de l'ennemi intérieur agitateur et du racisme anti-Blancs. Ils se doublent de manifestations de travailleurs et travailleuses. Des propos racistes sont tenus lors des négociations, rapportés à la foule qui s'affronte aux forces de l'ordre. Des coups de feu sont tirés, des « meneurs » abattus et le massacre est organisé. Des renforts de police, déjà demandés, déjà en place, quadrillent le

territoire, abattent, torturent, enlèvent, font disparaître des dizaines de personnes. Les témoignages rapportent une rare violence, rappelant sans ambiguïté les récits des témoins du 17 octobre 1961. Comme à Paris, nombre de corps disparaissent, nombre de familles ne revoient jamais les leurs. Nous ne saurons jamais avec certitude combien ont péri. Jean-Pierre Sauton place l'enjeu ailleurs. Il conclut : « La question qui se pose vraiment est plus l'aveu, ou la reconnaissance, d'un crime d'État commis à l'encontre de la population civile de la Guadeloupe que du nombre des morts. Mai 67 n'ayant pas été un « dérapage » circonstanciel, « une faute » commise par quelques fonctionnaires, mais bien l'aboutissement d'une volonté exprimée dans toute la chaîne de responsabilité de l'État, du département au plus haut niveau gouvernemental, de régler de façon radicale toute velléité de séparatisme par une leçon durable, elle touche au fondement de la relation politique. »

Un préfet exemplaire

Mathieu Rigouste fait sienne cette dernière phrase de Sauton, en mettant en lumière la figure du préfet de Guadeloupe de l'époque : Pierre Bolotte. Une carrière exemplaire de maintien de l'ordre, une trajectoire qui dit le continuum spatio-temporel colonial. Qu'on s'imagine : entré dans le corps préfectoral en 44, formé sur le terrain en Indochine, muté à sa demande en Algérie en 54, en poste à Alger de 56 à 58, un passage par la Réunion, la Guadeloupe à partir de 65. Un massacre plus tard, le voilà propulsé premier préfet de Seine Saint Denis en 69, où il reste, de funeste mémoire, le créateur de la première BAC de France. Biberonné à la doctrine de la guerre révolutionnaire (DGR) depuis l'Indochine, il gardera cette grille de lecture à chacune de ses nominations, et en appliquera systématiquement les méthodes mortifères. A partir d'archives de Bolotte, non publiées et inédites pour la plupart, Mathieu Rigouste nous livre dans le détail la version du préfet, et l'exégèse du sociologue, des événements de mai 67. On y retrouve les préjugés racistes, toute la doctrine anti-communiste de l'époque, tout le travail de renversement des valeurs et de la violence qui, sous la plume de



Bolotte, justifie le massacre organisé de dizaines de personnes : « on ne parla plus d'activistes, d'indépendance, pendant plus de vingt années », se félicite le préfet. Et puisque ça marche en Algérie et en Guadeloupe, allons harceler les quartiers populaires de Seine Saint Denis ! Ainsi, comme le dit Mathieu Rigouste : « Le bain de sang versé en "Mé 67" n'est ni une "bavure" ni une dérive, mais l'aboutissement d'une politique, la mise en œuvre d'un système technique, un massacre d'État ». De quoi donner matière à penser sur la « gestion » des quartiers populaires en France lors des derniers soulèvements de l'été 2023. Elsa Dorlin conclut ce brillant essai en explicitant son sous-titre « massacrer et laisser mourir ». Étant peu férue de philosophie, je ne me lancerai pas dans une reformulation hasardeuse de la démonstration d'Elsa Dorlin. Je vous engage à lire cette dernière partie qui, au-delà des concepts de biopouvoir et de thanatopolitique de Foucault, replace le racisme au centre de tout exercice du pouvoir capitaliste, et sa conséquence sur la gestion des corps racisés.

Dense, facile à lire, éclairant, ce court essai est un grand livre historique et politique.

Au cours de la rédaction de ce numéro de *Billets d'Afrique*, l'historien Jean-Pierre Sauton est mort brutalement à la fin du mois d'août. Ses ami·es, consœurs et confrères, lecteurs et lectrices lui ont rendu de poignants hommages. Ils saluaient le travail, l'engagement et la chaleur de l'homme. Qu'il lui soit à nouveau rendu hommage ici.

Stéphanie Quimbire

NÉGATIONNISME EN RDC APOCALYPSE CONGO

La sortie du dernier livre du négationniste Charles Onana est l'occasion de revenir sur l'histoire récente de la RDC. Première partie dans ce numéro.

Le dernier ouvrage de Charles Onana, « *Holocauste au Congo* »¹, lancé à grand fracas publicitaire, se résume à une thèse simpliste et raciste : Le Congo est victime d'« un plan secret d'invasion » pour établir un « empire Tutsi »². Pour cela Kagame a organisé la fuite massive au Congo de réfugiés rwandais « entre avril et juillet 1994 » afin d'avoir un motif d'entrer au Congo et il se sert des milices de Tutsi congolais, les Banyamulenge, pour terroriser et exterminer les populations locales. « L'afflux de millions de réfugiés rwandais en territoire zaïrois n'est en aucun cas [...] un « dégât collatéral » du génocide rwandais. Il procède au contraire d'une action militaire minutieusement préparée »³. On a là, une fois de plus, la volonté négationniste de l'auteur. Nier les conséquences d'un fait, c'est en quelque sorte escamoter le fait lui-même. Ni la date de l'exode ni le nombre des fuyards ne correspondent à la réalité des faits. En avril, seuls les Tutsi et les Hutu opposés aux extrémistes génocidaires cherchent désespérément à fuir. Un très petit nombre y parvient. La masse des réfugiés arrive mi-juillet au Zaïre, quand l'APR achève le contrôle du territoire du Rwanda. Ils ne sont pas « des millions » mais un million et demi. Ils accompagnent la fuite des membres du gouvernement intérimaire et des FAR en déroute.

Quant à l'affirmation que cette invasion du Zaïre par Kagame serait faite « au profit des entreprises minières occidentales et des intérêts privés anglo-américains », elle prête à rire. Les Occidentaux n'ont pas besoin de Kagame pour contrôler le Congo et ses dirigeants, ils l'ont fait sans discontinuer depuis toujours directement, par leurs propres moyens. Tout l'histoire du Congo en témoigne.

Mobutu fossoyeur du Congo

Onana expédie en quelques lignes l'épisode Mobutu de l'histoire du Congo : « Le maréchal Mobutu qui, malgré les nombreuses exactions dues à sa tyrannie, demeurerait un fidèle allié de la France et surtout un facteur de stabilité pour toute l'Afrique Centrale »⁴. Noter qu'être un « fidèle allié de la France » n'est nullement en contradiction avec la tyrannie et les exactions mais permet de les négliger. Merci à Onana de le rappeler. Que dire de la fameuse « stabilité »?, c'est le couplet chanté pour justifier le soutien aux dictateurs d'Afrique centrale. Onana ou la Voix de son maître. Quant aux USA, l'autre grande cible du livre : « Très soutenu par eux tout au long de la guerre froide, le président Mobutu n'a pas compris qu'après trente-deux ans de bons et loyaux services rendus aux États-Unis, ceux-ci envisageaient sérieusement de se passer de lui »⁵.

Trente six ans d'histoire tragique du Congo-Zaïre sont escamotés en une phrase lénifiante. C'est pourtant la connaissance de cette sombre période qui seule peut expliquer l'état de déliquescence auquel était réduit le Zaïre de Mobutu en 1996, ce qui en a fait une proie facile offerte à tous. Le sergent Joseph-Désiré Mobutu, recruté à vingt ans en 1950 dans la Force publique belge, nommé sergent en 1954, devient, à la fin de son engagement, en 1956, journaliste à *L'avenir*, « le quotidien le plus colonialiste de Léopoldville ». Il est également un indicateur de la sûreté belge. Il deviendra tout naturellement un agent de la CIA dans la chasse à Lumumba dont les USA exigent l'élimination. C'est cet homme, présenté comme falot et velléitaire, ivre la plupart du temps, que les USA et les Belges vont faire « roi du Zaïre »⁶. Mobutu, devenu commandant en chef de l'armée, arrive au pouvoir par la terreur que font régner ses troupes qui commettent assassinats, viols, disparitions, pillages. Après l'élimination barbare de Patrice Lumumba, Premier ministre, Maurice Mpolo, ministre de la Jeunesse et des Sports et Joseph Okito, vice-président du Sénat, livrés à des tueurs belges près d'Elisabethville (Katanga) en janvier 1961, c'est celle des lumumbistes de la Province orientale, Finant, président du gouvernement provincial, Fataki, Nzuzi, Elengesa, Yangara et Mu-

¹ Charles Onana, préface de Charles Millon, *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice?*, L'Artilleur 2023

² Sommaire pp.7-8

³ p. 33 /

⁴ p. 11 /

⁵ p. 117

⁶ voir le chapitre « Qui est Mobutu » p. 65 – 79 dans Jules Chomé : *L'Ascension de Mobutu : du sergent Désiré Joseph au général Sese Seko* ; Maspéro 1974. Ce livre fut interdit en France à sa parution en juillet 1974 par le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski. Quelques années plus tard, Maspéro obtient l'annulation du décret d'interdiction et le livre reparait, dans une édition augmentée, en 1979.

zungu sont enlevés et amenés à Léopoldville le 9 février 1961. Ils sont ensuite envoyés, avec cinq autres personnalités lumumbistes, à Bakwanga au sud Kasai, l'autre province sécessionniste où règne Albert Kalonji, où ces onze personnes « seront massacrées dans les conditions les plus abominables »⁷.

Rebellion lumumbiste

En 1963, les leaders lumumbistes survivants entrent dans la clandestinité. Pierre Mulele développe un maquis dans le Kwilu, occupant la totalité des campagnes, ralliant massivement la population ainsi que des déserteurs de l'armée congolaise, tandis que, sous la direction de Christophe Gbenye, fondateur du Comité National de Libération à Brazzaville en 1963, Gaston Soumialot et le général Nicholas Olenka au nord Kivu, Laurent Kabila au sud Kivu, s'installent grâce à « un soutien populaire massif et spontané »⁸. Les deux tiers du Congo sont bientôt sous le contrôle des « Simbas », nom que se donnent les combattants de cette rébellion, équipée d'armes rudimentaires, qui avancent au cri de « Mai Mulele », le premier et le plus populaire des leaders lumumbistes. Ils vont s'emparer de stocks d'armement de l'armée nationale congolaise, abandonnés dans sa fuite. Une République populaire du Congo est proclamée, le 5 août 1964 à Stanleyville. En novembre 1964, une opération conjointe des paras belges et de l'aviation des USA est lancée, tandis qu'une colonne de mercenaires progresse au sol en soutien à l'armée de Mobutu. Stanleyville est prise au prix de combats acharnés et les régions occupées par la rébellion sont « nettoyées » avec la plus grande

férocity. Des villages entiers, notamment dans le Kwilou sont détruits, leur population exterminée. Ne subsistent de la rébellion que deux poches, au Centre et à l'Est⁹. C'est à ce moment que Cuba lance une opération de soutien, sous le commandement de Che Guevara, au maquis du Sud Kivu. Débarqué au Congo en avril 1965 à Kibamba, au bord du lac Tanganyka, venant de Tanzanie, ce dernier échoue à réorganiser la guérilla des Simbas, harcelée par les assauts de l'armée congolaise encadrée par les mercenaires soutenus par l'aviation des USA. Il fera le récit de son expérience : « Il ne s'agit pas d'exporter la révolution, mais de soutenir pratiquement les mouvements révolutionnaires qui ont effectivement l'appui des peuples » Il quitte le Congo en novembre 1965 sur un échec dont il tire les leçons : « Ce récit se clôt sur un épilogue qui reprend les questions posées par la lutte en Afrique et, en général, par la lutte de libération nationale contre la forme néocoloniale de l'impérialisme, par le jeu de masques et les subtilités qu'elle implique et par la longue expérience de ce type d'exploitation dont font preuve les puissances qui la pratiquent. »¹⁰

L'ascension de Mobutu

Quelques jours après, fin novembre 1965, Mobutu, porté au pouvoir par un coup d'état militaire, devient le maître absolu du Congo. « L'on peut craindre que, dans les provinces lointaines, il ne laisse le soin du maintien (si l'on peut dire) de l'ordre à des militaires peu scrupuleux et à des mercenaires qui le sont encore moins. »¹¹. Le Congo est parti pour trois décennies d'oppression féroce, inaugurée par le supplice barbare de l'assassinat de Pierre Mulele en

1968, livré à Mobutu par Sassou Nguesso. Pendant ces années, Mobutu fut accueilli en grande pompe en France et en Belgique. Le président Giscard d'Estaing se rend au Zaïre en Concorde en 1975. Le président François Mitterrand fait de même, toujours en Concorde, pour son premier déplacement en Afrique en 1984. Bien plus, en 1978, la France de Giscard intervient au Zaïre pour sauver Mobutu. Six cents légionnaires, commandés par le colonel Philippe Érulin¹², sont parachutés sur Kowezi au Shaba (ex Katanga). La ville avait été prise par 4000 « Katangais », les « Tigres » commandés par Nathanael Mbumba, venus d'Angola par la Zambie. Les rebelles sont repoussés après un sanglant nettoyage de la région où périt en masse la population locale. Personne ne rendit compte de la réalité de cette opération sanglante. Seul un film à la gloire de la légion, *La légion saute sur Kolwezi*, en garde une mémoire magnifiée. Pourtant, nul n'ignorait en haut lieu le pillage systématique et astronomique auquel se livrait un dictateur mégalomane enfermé dans son délire, aux dépens des ressources de la nation congolaise. En 1997, les avoirs personnels à l'étranger de Mobutu sont estimés à environ 7 milliards de dollars (soit 70 % de la dette extérieure du Zaïre), par l'UNODC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime) et Transparency International. Les massacres et pillages de l'ère Mobutu n'ont jamais été dénoncés dans la grande presse occidentale jusqu'à la chute du maréchal en 1997. Fin du « Fidèle allié de la France, facteur de stabilité pour l'Afrique centrale ».

Odile Tobner

A suivre...

⁷ Jules Chomé, op. cit. p.95

⁸ Benoît Verhaegen, *Les rébellions populaires au Congo en 1966* ; https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1967_num_7_26_3100

⁹ Voit Ludo Martens : *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba* ; éd du Cerf 1997

Ludo De Witte : *L'ascension de Mobutu, comment la Belgique et les USA ont fabriqué un dictateur* Investig'ation 2017

¹⁰ Ernesto Che Guevara : *Passages de la guerre révolutionnaire. Le Congo* ; Maitillé 2000 ; p. 33

¹¹ *L'Express* (France), 29 novembre au 5 décembre 1965, p. 38

¹² Un des deux officiers soupçonnés, quand ils étaient lieutenants en Algérie, d'avoir torturé à mort Maurice Audin.

FEU D'ARTIFICE DE MACRONERIES

Le discours annuel du président de la République devant la conférence annuelle des ambassadrices et des ambassadeurs, le 28 août dernier, vaut son pesant de cacahuètes. Extraits choisis.

Défendant le bilan militaire de la France au Sahel, il a accusé ceux qui parlent de « défaite » de reprendre « les arguments de l'ennemi ». Il a ensuite assuré que « si Serval puis Barkhane n'avaient pas été décidées, nous ne parlerions pas aujourd'hui ni de Mali, ni de Burkina Faso, ni de Niger ». Récusant la rhétorique des nouveaux dirigeants militaires de ces pays, il a même versé dans l'injure fort peu diplomatique. « Si on cède aux arguments inadmissibles de cette alliance baroque des prétendus panafricains avec les néo-impérialistes, on vit chez les fous », a asséné le président français. Tout en se défendant de « céder à aucune forme de paternalisme contemporain », il n'a pu s'empêcher d'expliquer aux Nigériens ce qui était bon pour eux : « Le problème des Nigériens aujourd'hui sont des putschistes qui les mettent en danger parce qu'ils abandonnent la lutte contre le terrorisme, parce qu'ils abandonnent une politique qui était bonne économiquement pour eux et qu'ils sont en train de perdre tous les financements internationaux qui étaient en train de leur permettre de sortir de la pauvreté. » Comme si « l'aide » et la

soumission aux Institutions financières internationales appliquées depuis des décennies en contrepartie d'un droit de pillage avaient jamais permis à un pays de sortir de la pauvreté. . .

Lapsus ou aveux ?

Seul pays non africain à soutenir fermement le projet (très hypothétique) d'intervention militaire de la CEDEAO au Niger pour rétablir le président Bazoum à son poste, Macron a raillé la frilosité et le lâchage de ses alliés Européens et États-Uniens : « Non, on doit être clair, cohérent. Sinon, qui nous écouterait ? Dans quelle capitale africaine on peut dire qu'on a une politique de partenariat avec un dirigeant si quand il subit cela, on ne peut pas être en soutien ? Donc, je pense que notre politique est la bonne. » La France noue donc des partenariats, non avec des pays ou des institutions en Afrique, mais avec certains « dirigeants », qu'il faut aider à conserver le pouvoir si l'on veut rester crédible auprès d'autres dirigeants africains ? Foccart, sors de ce corps ! Un peu plus loin dans le discours, confirmation d'une certaine logique : « il y a une prédation sur les

ressources et matériaux rares. Il ne faut pas être naïf, les Chinois l'ont commencé avant nous [les Européens]. On les regardait jouer au Go, on se demandait quel était le jeu ; maintenant, on est en train de comprendre. Mais il y a des matériaux rares et des ressources sur lesquels nous, Français et Européens, nous devons avoir accès pour diversifier et ne pas dépendre. » C'est donc bien de prédation des ressources qu'il s'agit. Depuis le temps qu'on le dit... Selon Macron, les Chinois l'auraient commencé avant les Européens, mais il confesse que ces derniers comptent bien se rattraper. Pour la leçon d'histoire on repassera : oubliée la période coloniale ! Et néocoloniale aussi. Les accords de défense signés par la France avec ses anciennes colonies africaines en échange des indépendances contenaient explicitement « l'approvisionnement préférentiel » de l'ex-métropole en matières stratégiques, dont certains matériaux rares utiles au développement du nucléaire... Les Chinois n'ont rien inventé en la matière.

Raphaël Granvaud

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. **Billets d'Afrique** est entièrement réalisé par des bénévoles, militant-e-s au sein de **Survie**, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à Billets d'Afrique. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 21er, rue Voltaire - 75011 Paris

OUI, je souhaite recevoir Billets d'Afrique au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

CP :

ville :

email :

TARIFS

France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€

Modalités de paiement : chèque à l'ordre de Survie - Virement bancaire IBAN : FR76 4255 9100 0008 coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement - Vous pouvez aussi payer en 4 échéances prélèvement automatique, nous contacter : contact@survie.org (+33)9.53.14.49.74

La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.